



Morges, le 21 septembre 2011

Service de l'environnement et de  
l'énergie (SEVEN)  
Division Energie  
A l'att. De M. D. Raymond  
ch. des Boveresses 155  
1066 Epalinges

## **Consultation cantonale sur l'avant-projet de modification de la loi vaudoise sur l'énergie**

Monsieur,

Cet avant-projet peut être qualifié de timide face aux enjeux énergétiques qui nous attendent. Nous regrettons que l'interdiction du chauffage à mazout n'y figure pas et que l'assainissement des chauffages électriques directs ne soient prescrites que dans les 15 ans à venir, quand 5 ans aurait largement été suffisant. Ces deux mesures sont simples et n'ont qu'un faible impact économique pour les propriétaires.

Le canton de Neuchâtel avait, dans sa première mouture de loi qu'elle a présenté au peuple, rendu la pose de panneaux solaires thermiques et/ou photovoltaïques sur tout nouveau bâtiment obligatoire. Lors des débats, aucun n'opposant n'avait invoqué cet article pour refuser la loi. Ceci montre bien l'acceptation dans la population de cette forme d'énergie. Pourquoi n'avoir pas franchi le pas dans le canton de Vaud ?

Le problème des pompes de circulation de chauffage est toujours sous-estimé. Ces dernières sont toujours surdimensionnées et impliquent une surconsommation électrique inacceptable à une époque où l'on essaye de chasser chaque gaspillage. Il est beaucoup plus simple de prévoir dès le départ des pompes correctement dimensionnées plutôt que de devoir faire les changements après coup. Cette mesure n'engendre aucun frais supplémentaire à l'installation et fait faire des économies sur la facture d'électricité à son propriétaire.

Le chauffage à distance peut être un bon moyen d'augmenter l'efficacité des chauffages. Il permet de diminuer les émissions de particules fines car lorsque l'on dispose d'une grosse installation, il est possible de mettre des filtres efficaces. De plus, les grosses chaudières présentent un meilleur bilan énergétique que les petites. Nous regrettons que cet avant-projet n'encourage pas l'installation de ces chauffages.

Certaines communes ont encore tendance à penser qu'elles peuvent interdire la pose de panneaux solaires sur leur territoire, il serait peut-être bon de leur expliquer que selon le

principe de proportionnalité ceci n'est pas possible. Elles peuvent certes régler la pose mais pas purement et simplement l'interdire. En le spécifiant dans la loi, on clarifierait cette situation.

Certaines pompes à chaleur sont qualifiées de pompes à « chialeur ». En effet, trop de pompe à chaleur air-air ou des pompes mal dimensionnées font que ces dernières sont plus assimilées à des chauffages électriques qu'à un chauffage écologique. L'Etat se doit de mettre de l'ordre car on ne peut pas demander aux propriétaires d'avoir les connaissances techniques pour éviter ces problèmes.

Nous espérons que la version finale de votre projet de loi pourra intégrer ces différentes remarques qui sont du simple bon sens.

Dans l'espoir de voir un projet plus ambitieux, nous vous envoyons nos salutations les meilleures.



Benjamin Leroy-Beaulieu  
secrétaire



Isabelle Chevalley  
présidente